

Informations de base	
<p>2022/0341(COD)</p> <p>COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Règlement</p>	Procédure terminée
<p>Paiements instantanés en euros</p> <p>Modification Règlement 2012/260 2010/0373(COD) Modification Règlement 2021/1230 2020/0145(COD)</p> <p>Subject</p> <p>2.50.04.02 Monnaie et paiements électroniques, virements transfrontaliers 5.20.02 Monnaie unique, euro, zone euro</p> <p>Priorités législatives</p> <p>Déclaration commune 2022 Déclaration commune 2023-24</p>	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	ECON Affaires économiques et monétaires	HOOGEVEEN Michiel (ECR)	05/12/2022
		Rapporteur(e) fictif/fictive GARCÍA-MARGALLO Y MARFIL José Manuel (EPP) BELKA Marek (S&D) IJABS Ivars (Renew) GRUFFAT Claude (Greens /EFA) RINALDI Antonio Maria (ID) SCHIRDEWAN Martin (The Left)	
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	IMCO Marché intérieur et protection des consommateurs	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne			
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Stabilité financière, services financiers et union des marchés des capitaux	MCGUINNESS Mairead	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
26/10/2022	Publication de la proposition législative	COM(2022)0546 	Résumé
21/11/2022	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
28/06/2023	Vote en commission, 1ère lecture		
28/06/2023	Décision de la commission parlementaire d'ouvrir des négociations interinstitutionnelles à travers d'un rapport adopté en commission		
03/07/2023	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	A9-0230/2023	Résumé
10/07/2023	Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles annoncée en plénière (Article 71)		
12/07/2023	Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles confirmée par la plénière (Article 71)		
11/12/2023	Approbation en commission du texte adopté en négociations interinstitutionnelles de la 1ère lecture	PE757.151 GEDA/A/(2023)006763	
05/02/2024	Débat en plénière	CRE link	
07/02/2024	Décision du Parlement, 1ère lecture	T9-0065/2024	Résumé
07/02/2024	Résultat du vote au parlement		
26/02/2024	Adoption de l'acte par le Conseil après la 1ère lecture du Parlement		
13/03/2024	Signature de l'acte final		
19/03/2024	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2022/0341(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Législation
Instrument législatif	Règlement
	Modification Règlement 2012/260 2010/0373(COD) Modification Règlement 2021/1230 2020/0145(COD)
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 114
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
Consultation obligatoire d'autres institutions	Comité économique et social européen
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	ECON/9/10495





Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE742.661	02/03/2023	
Amendements déposés en commission		PE746.795	21/04/2023	

Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A9-0230/2023	03/07/2023	Résumé
Texte convenu lors de négociations interinstitutionnelles		PE757.151	29/11/2023	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T9-0065/2024	07/02/2024	Résumé

Conseil de l'Union

Type de document	Référence	Date	Résumé
Lettre de la Coreper confirmant l'accord interinstitutionnel	GEDA/A/(2023)006763	29/11/2023	
Projet d'acte final	00076/2023/LEX	13/03/2024	

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base législatif	COM(2022)0546 	26/10/2022	Résumé
Document annexé à la procédure	SWD(2022)0547 	27/10/2022	
Document annexé à la procédure	SEC(2022)0546 	27/10/2022	
Document annexé à la procédure	SWD(2022)0546 	27/10/2022	
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière	SP(2024)196	30/04/2024	

Parlements nationaux

Type de document	Parlement /Chambre	Référence	Date	Résumé
Contribution	IT_SENATE	COM(2022)0546	22/05/2023	

Autres Institutions et organes

Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
EDPS	Document annexé à la procédure	N9-0011/2023 JO C 060 17.02.2023, p. 0012	19/12/2022	
ECB	Banque centrale européenne: avis, orientation, rapport	CON/2023/0004 JO C 106 22.03.2023, p. 0002	01/02/2023	
ESC	Comité économique et social: avis, rapport	CES5312/2022	22/02/2023	

Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions

Nom	Rôle	Commission	Date	Représentant(e)s d'intérêts
IJABS Ivars	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	30/05/2023	Modulr Finance BV (MFBV)
IJABS Ivars	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	18/04/2023	Deutsche Bank AG

GRUFFAT Claude	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	13/04/2023	Qonto
GRUFFAT Claude	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	16/03/2023	Ministère FR
GRUFFAT Claude	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	15/03/2023	BEUC
BELKA Marek	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	02/03/2023	BLIK
BELKA Marek	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	27/02/2023	European Banking Federation
IJABS Ivars	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	24/02/2023	ESBG
BELKA Marek	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	08/02/2023	BEUC
IJABS Ivars	Rapporteur(e)	ECON	06/02/2023	Kreab
IJABS Ivars	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	31/01/2023	European Banking Federation
IJABS Ivars	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	31/01/2023	Deutsche Bank AG
IJABS Ivars	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	31/01/2023	SIBS
RINALDI Antonio Maria	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	10/01/2023	Intesa San Paolo

Autres membres

Nom	Date	Représentant(e)s d'intérêts
KELLEHER Billy	04/07/2023	Wise Ltd
FITZGERALD Frances	26/06/2023	Bank of Ireland Group plc
BENJUMEA BENJUMEA Isabel	13/04/2023	Representación Permanente de España ante la UE
FERNÁNDEZ Jonás	30/03/2023	Bizum Kreab
FERNÁNDEZ Jonás	28/03/2023	Asociación Española de Banca Bizum
KELLEHER Billy	20/03/2023	Stripe, Inc.
KELLEHER Billy	06/03/2023	Banking & Payments Federation Ireland
KELLEHER Billy	28/02/2023	Payments Europe

Acte final
Règlement 2024/0886 JO OJ L 19.03.2024

Paievements instantanés en euros

2022/0341(COD) - 26/10/2022 - Document de base législatif

OBJECTIF : établir au niveau de l'Union les règles uniformes nécessaires pour les virements instantanés transfrontières en euros et accroître globalement l'utilisation des virements instantanés en euros.

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : les paiements instantanés sont une forme de virement permettant, à toute heure du jour ou de la nuit, et 365 jours par an, de transférer des fonds du compte d'un payeur vers le compte d'un bénéficiaire en l'espace de quelques secondes. Ils se distinguent des virements traditionnels, qui ne sont reçus par les prestataires de services de paiement que pendant les heures ouvrables et n'arrivent sur le compte du bénéficiaire que le jour ouvrable suivant.

La disponibilité universelle de paiements instantanés en euros est un élément nécessaire de la mise à jour et de la modernisation de l'espace unique de paiements en euros (SEPA). Le SEPA permet aux consommateurs, aux entreprises et aux administrations publiques de l'Union européenne d'effectuer et de recevoir des paiements transfrontières en euros aussi facilement que les paiements nationaux, ainsi qu'aux particuliers d'utiliser leurs comptes de paiement existants dans leur État membre d'origine afin de toucher leur salaire ou de payer leurs factures dans d'autres États membres.

Dans l'UE, l'architecture des paiements instantanés en euros existe déjà. Elle se compose de plusieurs systèmes de paiement offrant un règlement instantané, ainsi que du dispositif de virement SEPA instantané (SCT Inst.), lancé en novembre 2017 par le Conseil européen des paiements (CEP).

Toutefois, la lenteur du déploiement des paiements instantanés et leur faible utilisation empêchent que se matérialisent les bénéfices considérables qu'ils sont susceptibles d'apporter aux consommateurs et entreprises de l'UE. Fin 2021, seuls 11% des virements en euros effectués dans l'UE étaient des paiements instantanés.

Une intervention législative est donc nécessaire pour développer les paiements instantanés en euros dans l'ensemble de l'UE et libérer leurs avantages pour les citoyens et les entreprises de l'UE, en particulier les PME.

CONTENU : la présente proposition vise à modifier le règlement de 2012 relatif à un espace unique de paiement en euros, qui contient déjà des dispositions générales pour tous les virements en euros (SEPA), en y ajoutant des **dispositions spécifiques pour les paiements instantanés en euros** (SEPA).

Concrètement, la proposition prévoit :

- l'obligation, pour les prestataires de services de paiement qui fournissent des services ordinaires de virements en euros (avec des exclusions ciblées), de proposer des services d'envoi et de réception de paiements instantanés en euros;
- l'interdiction pour les prestataires de services de paiement de facturer un prix plus élevé pour les paiements instantanés en euros que pour les virements ordinaires en euros;
- l'obligation de pratiquer des contrôles relatifs aux sanctions consistant, au lieu de contrôler chaque opération individuelle, à vérifier très fréquemment s'il y a des clients qui figurent sur les listes de sanctions de l'UE (comme le font déjà certains États membres pour les paiements nationaux);
- l'obligation pour les prestataires de services de paiement de proposer un service permettant aux clients d'être avertis lorsqu'une divergence est constatée entre le nom et le numéro de compte bancaire international (IBAN) du bénéficiaire qui ont été fournis par le payeur.

Les obligations énoncées dans la proposition seraient introduites par étapes, ce qui permettra aux prestataires de services de paiement d'étaler leurs ressources internes sur une période plus longue et d'optimiser ainsi leurs coûts de mise en œuvre.

Paiements instantanés en euros

2022/0341(COD) - 03/07/2023 - Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique

La commission des affaires économiques et monétaires a adopté le rapport de Michiel HOOGEVEEN (ECR, NL) sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant les règlements (UE) n° 260/2012 et (UE) 2021/1230 en ce qui concerne les virements instantanés en euros.

La commission compétente recommande que la position du Parlement européen adoptée en première lecture dans le cadre de la procédure législative ordinaire modifie la proposition comme suit:

Opérations de virement instantané

La proposition prévoit que les prestataires de services de paiement qui proposent à leurs utilisateurs de services de paiement un service d'envoi et de réception de virements proposent à tous leurs utilisateurs de services de paiement un service d'envoi et de réception de virements instantanés.

Le texte amendé précise que **la BCE et les banques centrales nationales**, lorsqu'elles n'agissent pas en qualité d'autorités monétaires ou d'autres autorités publiques, peuvent limiter leur offre aux utilisateurs de services de paiement d'un service de paiement consistant à envoyer des virements instantanés en euros à la période pendant laquelle ils reçoivent et envoient des virements non instantanés en euros.

Lorsqu'un ordre de paiement pour un virement instantané en euros est présenté à partir d'un compte de paiement qui n'est pas libellé en euros, le moment de réception sera le moment où les prestataires de services de paiement, immédiatement après avoir reçu cet ordre de paiement, convertissent le montant de la transaction de la devise dans laquelle le compte de paiement est libellé en euros.

Frais liés aux virements instantanés

Les frais appliqués par un prestataire de services de paiement aux payeurs et aux bénéficiaires pour l'envoi et la réception d'opérations de virement instantané en euros ne seront pas plus élevés que les frais appliqués par ce prestataire de services de paiement pour l'envoi et la réception d'autres opérations de virement correspondantes en euros.

Les prestataires de services de paiement ne devront pas augmenter, directement ou indirectement, les frais qu'ils appliquent à l'envoi et à la réception d'autres opérations de virement en euros dans le but de contourner cette obligation. Les autorités compétentes pourront, lorsqu'elles soupçonnent un prestataire de services de paiement de se livrer à une pratique de contournement, demander à ce prestataire de services de paiement toute information qu'elles jugent nécessaire pour déterminer si ce prestataire de services de paiement s'est livré à une telle pratique et elles prendront toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect de cette pratique par ce prestataire de services de paiement.

L'ABE soumettra au Parlement européen, au Conseil et à la Commission, au plus tard quatre ans après la date d'entrée en vigueur du règlement modificatif, un rapport concernant l'impact de l'application sur la tarification des virements et des virements instantanés. La Commission examinera les résultats de ce rapport et soumettra, le cas échéant, une proposition législative au Parlement européen et au Conseil.

Vérification du bénéficiaire dans le cas des virements

En ce qui concerne les virements réguliers et instantanés, les députés ont proposé que le prestataire de services de paiement du payeur vérifie la concordance entre l'identifiant du compte de paiement et le nom du bénéficiaire fourni par le payeur. Cette vérification doit être **fournie gratuitement** aux utilisateurs de services de paiement et indépendamment de l'interface utilisateur de services de paiement utilisée par le payeur pour passer un ordre de paiement pour un virement instantané. Le prestataire de services de paiement du payeur **informera immédiatement le payeur de toute anomalie détectée et du degré d'appariement.**

Contrôle des utilisateurs de services de paiement au regard des sanctions de l'Union en cas de virements instantanés

Les prestataires de services de paiement offrant des virements instantanés vérifieront si l'un de leurs utilisateurs de services de paiement est une personne ou une entité figurant sur la liste. Il est proposé que l'ABE et l'autorité européenne de lutte contre le blanchiment d'argent (AMLA) élaborent un rapport conjoint sur les méthodes potentielles permettant aux prestataires de services de paiement qui exécutent des virements instantanés de vérifier si l'un de leurs utilisateurs de services de paiement est une personne ou une entité désignée sur les listes de l'UE ou sur les listes nationales des États membres. Ces méthodes pourraient inclure l'élaboration d'une liste unique regroupant les personnes et entités désignées sur les listes de l'Union et les listes nationales.

Paiements instantanés en euros

2022/0341(COD) - 07/02/2024 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 599 voix pour, 7 contre et 35 abstentions, une résolution législative sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant les règlements (UE) n° 260/2012 et (UE) 2021/1230 en ce qui concerne les virements instantanés en euros.

La position du Parlement européen arrêtée en première lecture dans le cadre de la procédure législative ordinaire modifie la proposition comme suit:

Opérations de virement instantané

Les prestataires de services de paiement qui proposent à leurs utilisateurs de services de paiement un service de paiement consistant à envoyer et à recevoir des virements devront proposer à tous leurs utilisateurs de services de paiement un service de paiement consistant à envoyer et à recevoir des virements instantanés. Ces prestataires de services de paiement devront veiller à ce que tous les comptes de paiement qui sont accessibles pour les virements le soient également pour les virements instantanés **24 heures sur 24** et quel que soit le jour civil.

Un prestataire de services de paiement situé dans un **État membre dont la monnaie n'est pas l'euro** ne sera pas tenu de proposer aux utilisateurs de services de paiement le service de paiement consistant à envoyer des virements instantanés en euros au-delà d'une certaine limite par opération, à partir de comptes de paiement libellés dans la monnaie nationale de cet État membre, pendant la période au cours de laquelle ce prestataire n'envoie pas et ne reçoit pas d'opérations de virement non instantané en euros concernant ces comptes de paiement. Cette limite sera fixée par les autorités compétentes et ne doit pas être inférieure à 25.000 EUR. Les autorités compétentes pourront accorder une autorisation préalable, à la demande du prestataire de services de paiement, pour une période d'un an. Elles pourront prolonger cette autorisation préalable pour de nouvelles périodes d'un an.

La BCE et les banques centrales nationales, lorsqu'elles n'agissent pas en leur qualité d'autorités monétaires ou d'autres autorités publiques, pourront limiter leur offre d'un service de paiement consistant à envoyer des virements instantanés à la période au cours de laquelle elles offrent un service de paiement consistant à envoyer et à recevoir des virements non instantanés en euros.

Lorsqu'ils procèdent à des virements instantanés, les prestataires de services de paiement devront respecter les exigences suivantes:

- veiller à ce que les payeurs puissent passer un ordre de paiement pour un virement instantané au moyen de l'ensemble des mêmes canaux d'initiation de paiement que ceux par lesquels les payeurs peuvent passer un ordre de paiement pour d'autres virements;
- immédiatement après le moment de réception d'un ordre de paiement pour un virement instantané, le prestataire de services de paiement du payeur vérifiera si toutes les conditions nécessaires au traitement de l'opération de paiement sont remplies et si les fonds nécessaires sont disponibles, réservera le montant de l'opération de paiement sur le compte du payeur ou débitera ce compte de ce montant, et enverra immédiatement l'opération de paiement au prestataire de services de paiement du bénéficiaire;
- le prestataire de services de paiement du bénéficiaire, **dans un délai de dix secondes** à compter du moment de réception de l'ordre de paiement pour un virement instantané, mettra le montant de l'opération de paiement à disposition sur le compte de paiement du bénéficiaire dans la monnaie dans laquelle le compte du bénéficiaire est libellé et confirmera l'exécution de l'opération de paiement au prestataire de services de paiement du payeur;
- le prestataire de services de paiement du bénéficiaire veillera à ce que la date de valeur du crédit du compte de paiement du bénéficiaire soit identique à la date à laquelle le compte de paiement du bénéficiaire est crédité du montant de l'opération de paiement par le prestataire de services de paiement du bénéficiaire;
- lorsque le prestataire de services de paiement du payeur ne reçoit pas la confirmation de l'exécution dans un délai de dix secondes à compter du moment de la réception de l'ordre de paiement pour un virement instantané, le prestataire de services de paiement du payeur indiquera, sans frais, au payeur si le montant de l'opération de paiement a été mis à disposition sur le compte de paiement du bénéficiaire.

Montant maximal pour les virements

À la demande de l'utilisateur de services de paiement, un prestataire de services de paiement devra offrir à l'utilisateur de services de paiement la **possibilité de fixer une limite** établissant le montant maximal qui peut être envoyé au moyen d'un virement instantané. Cette limite pourra être fixée soit sur une base journalière, soit pour chaque transaction, à la discrétion de l'utilisateur de services de paiement. Les utilisateurs de services de paiement pourront **modifier ce montant maximal** à tout moment avant la passation d'un ordre de paiement pour un virement instantané.

Frais afférents aux virements et à la vérification du bénéficiaire

Les frais facturés par un prestataire de services de paiement aux payeurs et aux bénéficiaires pour l'envoi et la réception de virements instantanés **ne doivent pas être supérieurs** aux frais qu'il facture pour l'envoi et la réception d'autres virements d'un type correspondant.

Vérification du bénéficiaire dans le cas d'un virement

Les prestataires de services de paiement devront avoir mis en place des mesures rigoureuses et actualisées de **détection et de prévention des fraudes**. À cette fin, les prestataires opérant dans l'UE devront immédiatement et sans frais ni frais supplémentaires fournir un service permettant de vérifier l'identité du destinataire.

Si un prestataire de services de paiement ne remplit pas ses obligations en matière de prévention de la fraude et que cela entraîne un préjudice financier, un client pourra exiger une **indemnisation** par le prestataire de services, conformément aux nouvelles règles.

Les prestataires de services de paiement offrant des virements instantanés devront également vérifier si l'un de leurs clients fait l'objet de **sanctions** ou d'autres mesures restrictives liées au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme.

Rapport

La Commission devra présenter au Parlement européen et au Conseil un rapport évaluant l'évolution des frais pour les comptes de paiement ainsi que pour les virements nationaux et transfrontaliers et les virements instantanés en euros et dans d'autres monnaies depuis la date d'adoption de la proposition législative du présent règlement modificatif présentée par la Commission, à savoir le 26 octobre 2022, afin de surveiller tout effet du règlement modificatif sur la tarification des comptes, des virements non instantanés et des virements instantanés.